

aux anciens combattants et les prestations du Régime de pensions du Canada. Tous ces programmes sont indexés d'une certaine façon au coût de la vie. Trois milliards de dollars environ ont été consacrés à l'ensemble de ces programmes à titre de compensation pour l'inflation enregistrée en 1980. Le régime d'assistance publique du Canada est également indirectement indexé.

Les Canadiens appuient généralement avec générosité les mesures sociales lorsque la conjoncture est bonne mais en période de crise économique, on enregistre davantage de critiques à leur égard comme cela a été le cas ce soir. Les louanges sont plutôt réservées au secteur privé. Peut-être que la principale explication de cette attitude est que le but recherché est de confectionner d'abord un plus grand gâteau à partager par la suite. Le partage de nos ressources et le fait d'apporter de l'aide à ceux qui en ont le plus besoin, que ce soit par le biais de l'assurance-maladie des régimes de pensions subventionnées ou de quelque autre mesure que ce soit, constituent une thèse largement populaire lorsque tout va bien. Nous serions tous d'accord que l'on redistribue le revenu de la sorte mais nous serions encore plus enthousiastes s'il y avait davantage à redistribuer. C'est pourquoi les mesures du dernier budget qui visent à redresser l'économie à partir de ses points forts sous-jacents est une façon bien plus efficace d'affronter les problèmes que certaines critiques qui ont été faites ce soir.

La politique énergétique est la pierre angulaire de la stratégie budgétaire. Pour le moment, les contribuables canadiens donnent environ 4 milliards de dollars par an pour subventionner le pétrole étranger qui est importé au Canada. Il est évident que la solution consiste à utiliser tous les moyens que nous pouvons afin d'augmenter notre production de pétrole, en continuant à exploiter les sources classiques c'est-à-dire les gisements, en exploitant de nouveaux gisements dans les régions neuves, en tirant du pétrole synthétique des sables bitumineux et des huiles lourdes et à remplacer le pétrole et le gaz par d'autres formes d'énergie, comme le prévoit le programme énergétique, afin de cesser d'être tributaires des importations de pétrole d'ici 1990.

Si nous n'avons pas conclu d'entente avec l'Alberta et s'il existe un certain nombre de différends dans la politique énergétique, peu importe la nature du règlement final sur le pétrole et le gaz, il n'en reste pas moins que ce pétrole et ce gaz appartiennent au Canada. Chaque dollar qui sera dépensé à l'avenir pour de l'énergie d'origine canadienne plutôt qu'étrangère est un dollar de plus vers une saine balance des paiements. Si nous maintenons les mesures définies dans le budget, c'est encore un dollar qui servira à faire croître l'économie canadienne.

Plus tôt, au cours de la soirée, un député a parlé de l'utilisation des ressources et a laissé entendre qu'elle était très faible. Je pense qu'il la sous-estime. En dépit de la récession, les investissements se sont accrus depuis septembre dernier. Notre production industrielle excédentaire est moindre que prévu, surtout dans les secteurs à forte exportation. Cela devrait nous inciter à accroître notre production à un rythme suffisant pour arriver à satisfaire la demande tant nationale qu'étrangère. Il se peut qu'il y ait un revirement sur les marchés étrangers. Nous avons une bonne base industrielle, de nombreux avantages. Nous avons de grandes richesses énergétiques, notre main-d'œuvre est instruite et compétente. Nos

syndicats se sont comportés de façon responsable et constructive. Ces derniers temps, on ne les a vus réclamer que des hausses salariales reflétant dans une large mesure l'augmentation de la productivité.

● (0110)

Évidemment, le gouvernement doit faire sa large part autant que chacun d'entre nous. Manifestement, le marché est favorable au vendeur aujourd'hui pour la plupart des ressources industrielles clés. Il importe que nous nous servions de cette situation comme d'un atout auprès de nos partenaires commerciaux afin d'obtenir que les produits ne quittent le Canada que sous forme de biens transformés ou manufacturés. Nous sommes une nation commerçante. Cela nous rend vulnérables, mais aussi plus forts sur certains points. Il importe que nous nous servions de ces points forts, que nous visions à une plus grande transformation de nos produits d'exportation et que nous tentions, plus que par le passé, de conserver au Canada le plus grand nombre possible d'emplois. Une entente avec l'Alberta en matière d'énergie, une politique industrielle nationale, des stimulants accordés aux investisseurs et l'efficacité de notre industrie sont encourageants pour l'avenir.

Certains députés qui sont inquiets des difficultés actuelles, ce qui est peut-être compréhensible, n'ont pas fait valoir dans ce débat certains facteurs très positifs qui sont apparus récemment. Les comptes nationaux pour le troisième trimestre de 1980 révèlent que la DNB réel a connu une croissance de près de 0.5 p. 100, après avoir décliné pendant les deux trimestres précédents.

Ces chiffres montrent que la situation économique est sensiblement meilleure qu'on l'avait prévu. Le bilan est assez satisfaisant sur le plan des exportations, en dépit de la récession aux États-Unis et en Europe, ce qui traduit une nette amélioration de la compétitivité de l'industrie nationale depuis la fin de 1976.

En conclusion, je tiens à rappeler que nous traversons une période difficile. Il est exagéré toutefois de parler de crise. Alors qu'on cherche désespérément à donner confiance aux investisseurs, je ne suis pas convaincu en effet que l'on agisse dans l'intérêt du pays en parlant de crise. Notre économie a des points forts. Les mesures préconisées par le budget et par le programme énergétique national ne feront que les renforcer. Certains députés demandent un nouveau budget mais nous n'avons pas encore eu le temps d'apprécier les résultats du dernier en date.

Il est temps de savoir tirer parti de nos atouts dont notre aptitude traditionnelle à trouver des motifs de collaboration n'est pas le moindre même si ces motifs n'ont peut-être pas été mis en évidence ces temps derniers. Je continue de penser toutefois que ce trait caractéristique des Canadiens va une fois encore nous servir.

M. John McDermid (Brampton-Georgetown): Monsieur l'Orateur, je m'excuse de vous garder ici si tard. Nous savons que vous avez passé l'heure d'aller vous coucher. Mais vous devrez patienter parce que nous avons beaucoup de choses importantes à dire.

J'interviens dans ce débat parce qu'il me semble très important pour le bien-être du Canada. Qu'est-ce que le gouvernement nous dit depuis quelques mois: nous n'aimons pas les taux d'intérêt élevés, ils sont trop élevés, l'inflation est beaucoup trop forte, le dollar, trop bas et les choses seraient pires encore